

97 % des Français boycottent les entreprises aux pratiques indécentes

Selon un sondage GoudLink pour le cabinet Denjean Associés, 97 % des Français se disent prêts à boycotter les produits ou services d'entreprises ayant des pratiques sociales ou environnementales destructrices.

Les Français sont très peu tolérants vis-à-vis de pratiques sociales destructrices

Décidément, les Français ne sont pas tendres avec les entreprises qui maltraitent leurs salariés ou nuisent à l'environnement ! Selon un sondage GoudLink pour Denjean Associés, 89 % des Français avouent qu'ils seraient choqués ou révoltés d'apprendre qu'une entreprise pratique des agissements tels que des licenciements économiques (89 %), le fait d'employer des stagiaires très peu payés et de leur confier des tâches qui incombent normalement à des salariés en CDI (93 %), le fait de mettre une pression excessive sur les salariés au point qu'ils « craquent » (97 %), le fait de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des salariés (98 %) et le fait de faire travailler des sous-traitants étrangers qui emploient des enfants (97 %).

En la présence de tels agissements, beaucoup iraient même jusqu'à boycotter les produits ou services de l'entreprise en question. Concrètement, 87 % des Français boycotteraient une entreprise qui nuit à la santé humaine, 84 % feraient de même vis-à-vis d'une société qui fait travailler des enfants (même via des sous-traitants étrangers), 74 % boycotteraient une entreprise qui maltraite les animaux, 71 % une entreprise qui porte préjudice à l'environnement sans prendre aucune mesure correctrice et 63 % boycotteraient une entreprise qui met une pression excessive sur les salariés, au point qu'ils « craquent ».

L'évasion fiscale révolte 89 % des Français

D'autres types d'agissements choquent ou révoltent également nos compatriotes. Les Français sont très nombreux à se dire choqués ou révoltés s'ils apprenaient que les dirigeants d'une grande entreprise recouraient au travail dissimulé (89 %), à l'évasion fiscale afin que l'entreprise paie le moins d'impôts possible (89 %) ou pour réduire leur facture fiscale personnelle (92 %). 95 % seraient choqués ou révoltés si une entreprise avait recours à la corruption ou aux fausses factures pour développer son chiffre d'affaires, et 96 % le seraient s'ils apprenaient qu'une entreprise faisait du blanchiment d'argent.

A contrario, les Français apprécient beaucoup qu'une entreprise réalise des actions positives, notamment vis-à-vis de ses salariés. En matière de gestion des ressources humaines, nos compatriotes accordent la plus grande importance au fait qu'une entreprise rémunère bien ses salariés (8,7 sur une échelle de 10 en moyenne), qu'elle leur offre un environnement de travail agréable (8,6), qu'elle favorise l'emploi local partout où elle est implantée (8,5), qu'elle dispose d'une politique d'emploi des personnes handicapées (8,3), qu'elle mène des actions pour faciliter l'accès des femmes à des postes de responsabilités (8,2), qu'elle favorise la mixité hommes/femmes dans sa politique d'embauche (8,2), qu'elle investisse dans la formation continue de ses salariés (8,1) et qu'elle favorise la diversité ethnique dans sa politique d'embauche (7,5).